

## **UNION NATIONALE FORCE OUVRIERE DES PERSONNELS DES SERVICES DES DEPARTEMENTS ET DES REGIONS**

### **GEL DES FINANCES AU DEPARTEMENT DE L'ISERE ET COLERE DES PERSONNELS**

#### **Finances locales et personnel territorial : les risques et dérives que l'Union nationale Force Ouvrière dénonce depuis quelques mois se vérifient sur le terrain : l'exemple de l'Isère**

**Le 12 décembre**, les agents du département de l'Isère étaient en grève, rejoints par les pompiers et se sont rassemblés devant leur Conseil général.

Ils voulaient à tout prix entrer dans l'enceinte du bâtiment pour se faire entendre des élus à l'heure de la session budgétaire de l'Assemblée départementale.

La situation :

- **Suppression de 150 postes,**
- **Limitation des avancements,**
- **Augmentation du temps de travail",**
- ...

Ce sont les forces de l'ordre qui ont « reçu » plus de 600 fonctionnaires. Le ton a monté et les gaz lacrymogènes ont fusé.

André Vallini, président PS de l'Assemblée départementale avait demandé l'assistance des forces de police et de gendarmerie pour empêcher toute intrusion dans les locaux. Pour lui, les élus devaient siéger « au nom de la démocratie ».

Les manifestants ont essayé d'avoir un rendez-vous avec Michel Destot, député maire de Grenoble. Il n'était pas là.

Le budget des ressources humaines pour 2014 a été voté. Il comporte une augmentation du temps de travail des fonctionnaires. Ils vont repasser à 1607 heures par an, "afin de ne pas aggraver la pression fiscale", dicit les élus.

Il y a eu un blessé chez les pompiers.

L'augmentation des budgets est en partie liée aux différents changements de statuts dans la fonction publique territoriale. La solution préconisée est que les agents départementaux travaillent plus (1607 heures) pour gagner autant, « voire moins ».

Le dialogue social est un jeu de dupe.

Pour l'Union nationale des départements et des régions, encore une fois les agents font les frais des difficultés des collectivités. Nous n'acceptons pas la remise en cause des acquis et des conditions de travail.

Nos élus sont drapés dans un raisonnement purement comptable et semble emprunt d'hypocrite vis-à-vis des missions à remplir. La variante d'ajustement ne peut pas être le personnel.

Fait à Paris, le 20 décembre 2013